

DEPARTEMENT DU MORBIHAN

COMMUNE DE GUIDEL

ARRETE n° 2024_57 DU 21 MARS 2024 REGLEMENTANT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT DES VEHICULES EN RAISON DE L'ORGANISATION D'UNE ACTIVITE SKATEBOARD AU COMPLEXE SPORTIF DE PRAT-FOEN

Le Maire de la ville de Guidel,

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions,

VU la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 complétant et modifiant la loi n° 82.213 du 2 mars 1982,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles 2213-1 et 2213-2 relatifs aux pouvoirs de police du Maire en matière de circulation et de stationnement,

VU le Code de la route, et notamment ses articles R110-2, R411-3-1 et R411-2, R411-8 et R411-25

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment la 4ème partie du livre,

VU l'organisation d'un cycle découverte skateboard pour les élèves de CM1 de l'école élémentaire de Prat-Foën,

CONSIDERANT la nécessité de mettre à disposition le parking le long de la salle 1 au complexe sportif de Prat-Foën, pour le bon déroulement de cette activité,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le parking bordant la salle 1 au complexe sportif de Prat-Foën sera réservé à la West Surf & Wild Skate Association de 14h à 15h30 les jeudis :

- 28 mars 2024
- 04 et 11 avril 2024
- 16 et 23 avril 2024
- 06 et 20 juin 2024

ARTICLE 2 : Tout véhicule stationné dans le périmètre mentionné dans l'article 1 sera en infraction comme le prévoit l'article R417-12 du code de la route. Il sera ainsi qualifié de stationnement « gênant », et pourra donc être enlevé ou mis en fourrière sur injonction des services de police.

ARTICLE 3 : La signalisation sera mise en place par West Surf & Wild Skate Association pour informer les usagers de ces dispositions.

ARTICLE 4 : Monsieur le Maire de la commune de Guidel, la West Surf & Wild Skate Association, la Police Municipale, Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de Pont Scorff, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de son entrée en vigueur ou de sa notification. Il peut également être saisi sur la plateforme dématérialisée Télérecours Citoyens www.telerecours.fr.

GUIDEL, le 21 mars 2024

Le Maire,

Joël DANIEL

